

La CPI exhortée à enquêter au Nord Kivu

Author: IWPR ICC

Des appels ont été lancés pour que la Cour soit plus active dans la province, particulièrement dans les zones isolées où des crimes terribles ont été commis.

Blottis dans un stade de football détrempé dans le district de Rutshuru, dans la province du Nord Kivu, certains de ceux qui ont été éloignés de leurs maisons par les combats récents entre les groupes rebelles ont indiqué à l'IWPR que la justice internationale les a jusqu'à présent ignorés.

« [La Cour pénale internationale, CPI] nous a oubliés », a déclaré Laurent qui vit depuis octobre dans un immeuble abandonné près du stade, après avoir fui son village suite à une attaque des troupes fidèles au général tutsi dissident Laurent Nkunda.

La CPI a, à ce jour, initié des affaires contre deux chefs de milice congolais. Mais Thomas Lubanga et Germain Katanga viennent d'Ituri et non pas du Nord Kivu où les combats qui font rage depuis décembre dernier ont provoqué le déplacement de près de 400 000 personnes, dont plus de 160 000 dans les deux seuls derniers mois, selon les Nations Unies.

L'ONU a indiqué qu'il y a actuellement près de 800 000 PDPP (Personnes déplacées dans leur propre pays) au Nord Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, RDC.

« Nous entendons les gens parler de la CPI à La Haye. Mais ça c'est pour l'Ituri », a indiqué un travailleur d'ONG à Rutshuru, qui aide ceux qui ont été expulsés de leurs maisons par les combats. « Qu'ils viennent enquêter ici. Nous pouvons leur montrer des fosses communes. Nous pouvons leur montrer ce qui se passe ici ».

La CPI insiste sur le fait que le Nord Kivu est dans sa ligne de mire, mais ce n'est qu'un faible réconfort pour ceux qui sont sur le terrain à Rutshuru – au nord de la capitale de la province, Goma – où ceux qui fuient les combats continuent à arriver et où les conditions de vie sont lugubres.

Le travailleur de l'ONG a indiqué que des milliers de familles ont dû se réfugier dans les camps et d'autres abris temporaires le mois dernier, y compris dans des écoles locales où certains cours sont annulés pour faire face à l'afflux.

Récemment, lors d'un après-midi, alors que la pluie tombait et que la terre volcanique noire se transformait en boue, les PDPP se sont rassemblés sur les gradins recouverts du stade. D'autres se sont blottis sous des bâches en plastique ou ont posé des seaux sur leurs têtes. Certains se sont réfugiés sous des voitures.

Le Programme alimentaire mondial est présent à Rutshuru et l'agence d'aide Caritas a envoyé de la nourriture, des vêtements et des casseroles. Mais le travailleur de l'ONG a indiqué que la crise humanitaire empirait dans la région, alors que de plus en plus de Congolais fuient leurs maisons. « Nous sommes complètement dépassés. Nous n'avons pas la capacité de faire face », a-t-il indiqué.

Laurent et nombre de ses voisins se sont enfuis du village de Jomba le 20 octobre lorsque les troupes de Nkunda ont attaqué. Il a affirmé que des maisons avaient été incendiées et que des femmes avaient été

violées.

Un autre homme, montrant les collines à l'horizon, a indiqué que les combats signifiaient qu'il ne peut retourner à ses champs. Il a décalé être affamé et assoiffé.

Nkunda, un Tutsi congolais entraîné au Rwanda qui déclare qu'il protège la minorité tutsie du pays, aurait 6 à 8000 hommes sous ses ordres. Des tentatives pour intégrer les partisans de Nkunda dans l'armée congolaise ont échoué et des affrontements entre les deux parties se sont intensifiés dans les mois récents.

Outre la multitude de combattants, on trouve aussi les troupes des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, FDLR, dont les soldats ont affronté Nkunda et l'armée.

Le FDLR est un groupe rebelle rwandais hutu qui comprend quelques membres de la milice Interahamwe responsable du génocide rwandais de 1994 qui a coûté la vie à plus de 500 000 Rwandais tutsis.

Pour ajouter à la misère au Nord Kivu, il semble que la tension ethnique soit désormais en augmentation entre certains Hutus et Tutsis dans la province.

Majoro Sebageni, 20 ans, a indiqué à l'IWPR que lui et ses camarades de classe hutus s'étaient enfuis de leur école à Jomba suite à des rumeurs de recrutement forcé d'étudiants par l'armée de Nkunda et à des affrontements entre les Hutus et les Tutsis dans la cour de l'école.

Sebageni, qui s'est réfugié dans un orphelinat à Rutshuru, n'a aucune idée de ce qui est arrivé à ses parents et ne retournera pas chez lui, affirmant qu'il a reçu des lettres de menace de Tutsis lui ordonnant de rester à distance.

« En résultat des affrontements continus entre l'armée et les troupes de Nkunda et d'autres groupes armés, nous constatons une nette augmentation de la tension entre les Hutu et les Tutsi et entre les Tutsis et d'autres groupes au Nord Kivu », a indiqué Anneke Van Woudenberg, chercheuse sur la RDC à Human Rights Watch.

« C'est dangereux et cela pourrait résulter en d'autres problèmes entre les communautés locales et aboutir à la violence ».

Bien que de nombreuses personnes au Nord Kivu accusent clairement Nkunda pour la violence, Van Woudenberg déclare toutes les parties au conflit se sont rendues coupables de crimes graves. L'épidémie de violence sexuelle et le recrutement constant d'enfants soldats sont deux sources de préoccupation sérieuse, a-t-elle indiqué.

« Il est tout à fait clair que tous les groupes, y compris l'armée, commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au Nord Kivu », a-t-elle indiqué. « Il n'y a pas de gens bien au Nord Kivu, et tous les groupes sont responsables pour les violations des droits de l'homme ».

A La Haye, la CPI est en train de sélectionner sa troisième affaire au Congo, même s'il n'est pas encore clair si cela concernera le Nord Kivu.

La Cour rassemble des informations sur les crimes commis par toutes les parties sur place, y compris le viol, le transfert forcé, le meurtre et le recrutement d'enfants soldats.

« Nous envisageons différentes possibilités – les forces de Laurent Nkunda, le FDLR et aussi les forces régulières des FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) », a indiqué Béatrice Le Frapper Du Hellen, chef de la Division de la CPI qui travaille avec les gouvernements pour assurer leur coopération.

Dans le Nord Kivu, l'opinion est partagée sur la question de savoir si la CPI devrait en faire plus.

Jules Mbokani Mathe du Centre de recherche pour l'environnement, la démocratie et les droits de l'Homme à Goma a déclaré que les arrestations de Lubanga et de Katanga avaient suscité une lueur d'espoir. « Nous comprenons que l'affaire est en train d'évoluer et qu'un jour il y aura une arrestation ici », a-t-il dit.

Mais des appels ont été émis pour que la CPI soit plus active dans la province, particulièrement dans les zones isolées où des crimes terribles ont été commis.

« Nous aimerions que la CPI commence à travailler dans le Kivus, particulièrement en ce qui concerne Nkunda », a indiqué Christian Hemedi, coordinateur de la Coalition congolaise pour la Cour pénale internationale.

Alors que certaines personnes commencent à perdre patience, Le Frapper nie que la Cour travaille trop lentement. Après l'annonce d'une enquête, 12 à 18 mois peuvent s'écouler avant que les procureurs demandent aux juges d'émettre un mandat d'arrêt.

« La pression pour nous est de combler les attentes des victimes, mais la pression est aussi de gagner les affaires devant la Cour », a-t-elle dit. « La pire situation pour moi serait de présenter un dossier mal préparé devant la Cour ».

Elle a également indiqué que la lutte contre l'impunité au Congo n'est pas de la seule responsabilité de la CPI, une vue partagée par Van Woudenberg qui a appelé le gouvernement de Joseph Kabila à accroître ses efforts.

« La CPI ne sera pas capable de s'occuper de tous les auteurs de crimes de guerre au Congo », a-t-elle déclaré. « C'est la responsabilité du gouvernement congolais de s'assurer que les personnes responsables de tels crimes soient tenues responsables ».

De retour au stade dans le district de Rutshuru où les combats se sont intensifiés dans les jours récents, Laurent désespère. « Nous avons besoin d'aide », déclare-t-il. « Que le gouvernement me donne une arme. Ça suffit maintenant ».

Lisa Clifford est reporter de justice internationale à La Haye.

Location: Democratic Republic of Congo

Topic: Democratic Republic of Congo

Source URL: <https://iwpr.net/fr/global-voices/la-cpi-exhort%C3%A9e-%C3%A0-enqu%C3%Aater-au-nord-kivu>